



# Barbes et tatouages :

## Une avancée portée par l'UNSA FASMI

**Jeudi 30 novembre, à la demande expresse de l'UNSA FASMI, une circulaire fixant les modalités du port de la barbe, moustache et tatouage, est soumise au vote du comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale (CTRPN).**

↳ Lors du CTRPN du 17 juin 2015, puis le 12 octobre 2017, par courrier, l'UNSA FASMI saisissait Monsieur Éric Morvan, DGPN, sur le projet de circulaire relative au port de tatouages, barbes et moustaches. Accédant à notre légitime revendication, ce point a été soumis au vote du CTRPN de ce jour.



### Le résultat du vote :

Pour : 9 voix,  
Abstention : 1 voix (FSMI-FO)

↳ L'UNSA FASMI demande que les directions opérationnelles soient **clairement informées** de l'application de cette nouvelle circulaire, principalement la DCCRS, et que son application dans le cadre des exercices d'entraînement soit «souple».

↳ Pour les **exercices NRBC** (page 3 du document joint), suite à la demande de l'UNSA FASMI, visant à ce qu'aucune obligation de rasage ne soit

imposée aux collègues durant ces exercices, sera ajouté, en fin de phrase, « à l'exception des entraînements et exercices ».

**« Les hommes et femmes œuvrant au sein de la police nationale sont le reflet de la population française et, à ce titre, ne peuvent souffrir d'aucune différence de traitement ou de considération. L'UNSA FASMI prend positivement acte du vote du CTRPN et demande une application rapide. »**

*Philippe Capon, Secrétaire Général*

# UNSA FASMI, la technicité en +





MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE NATIONALE  
DGPN/Cab/N°

Paris, le

Le préfet,  
directeur général de la police nationale

à

destinataires *in fine*

**O B J E T** : Port des tatouages, barbes et moustaches, bijoux ou accessoires de mode par les personnels affectés dans les services de la police nationale

**RÉFÉRENCE** : articles R434-1 à R434-33 du code de la sécurité intérieure portant déontologie de la police nationale et de la gendarmerie nationale

Le médecin-chef de la police nationale est très fréquemment sollicité par les médecins inspecteurs régionaux (MIR) sur la question de la compatibilité des tatouages avec le port de l'uniforme, notamment dans le cadre du recrutement. Or, cette compatibilité ne relève pas de l'aptitude aux emplois dans la police nationale, hormis dans les cas où ces tatouages révèlent une pathologie médicale.

Cependant, bien plus qu'une mode, le port du tatouage, de la barbe et autres accessoires ou fantaisies est devenu un phénomène culturel et de société. À ce titre, il convient de s'assurer que ces pratiques ne préjudicient pas à la sécurité des agents, et ne contreviennent pas non plus aux obligations déontologiques de neutralité, d'impartialité, de dignité et d'exemplarité qui s'imposent aux personnels servant en police nationale.

L'ensemble de ces obligations sont précisées actuellement dans le code de la

sécurité intérieure portant code de déontologie de la police et de la gendarmerie nationales, dans les dispositions suivantes :

- Article R434-11 : Le policier et le gendarme accomplissent leurs missions en toute impartialité. Ils accordent la même attention et le même respect à toute personne et n'établissent aucune distinction dans leurs actes et leurs propos de nature à constituer l'une des discriminations énoncées à l'article 225-1 du code pénal.

- Article R434-29 : Le policier est tenu à l'obligation de neutralité. Il s'abstient, dans l'exercice de ses fonctions, de toute expression ou manifestation de ses convictions religieuses, politiques ou philosophiques. Lorsqu'il n'est pas en service, il s'exprime librement dans les limites imposées par le devoir de réserve et par la loyauté à l'égard des institutions de la République. [...]

- Article R. 434-12 – Crédit et renom de la police nationale et de la gendarmerie nationale : Le policier ou le gendarme ne se départ de sa dignité en aucune circonstance. En tout temps, dans ou en dehors du service, y compris lorsqu'il s'exprime à travers les réseaux de communication électronique sociaux, il s'abstient de tout acte, propos ou comportement de nature à nuire à la considération portée à la police nationale et à la gendarmerie nationale. Il veille à ne porter, par la nature de ses relations, aucune atteinte à leur crédit ou à leur réputation.

- Article R. 434-14 – Relation avec la population : Le policier ou le gendarme est au service de la population. Sa relation avec celle-ci est empreinte de courtoisie et requiert l'usage du vouvoiement. Respectueux de la dignité des personnes, il veille à se comporter en toute circonstance d'une manière exemplaire, propre à inspirer en retour respect et considération.

Aussi en application de cette réglementation, les dispositions suivantes doivent être prises en compte :

Les tatouages, qu'ils soient permanents ou provisoires, ne sauraient être admis dès lors qu'ils constituent un signe manifeste d'appartenance à une organisation politique, syndicale, confessionnelle ou associative ou s'ils portent atteinte aux valeurs fondamentales de la Nation. Il est en de même s'agissant de tout élément, signe ou insigne ostentatoire de même nature qui serait porté par la personne.

Les tatouages visibles du public, qui n'entrent pas dans la catégorie précédente, ne doivent pas dénaturer ou compromettre la relation du policier avec les usagers. Le cas échéant, ce tatouage sera masqué quelle que soit sa tenue lorsque le policier est en contact avec le public ou lorsqu'il est en tenue d'uniforme.

Face à un tatouage dont la direction d'emploi se demande s'il est susceptible de constituer un manquement à une obligation déontologique, il sera possible de saisir l'IGPN par le biais de la messagerie : [igpn-cadre@interieur.gouv.fr](mailto:igpn-cadre@interieur.gouv.fr).

Ce service répond pour l'ensemble des directions d'emploi à des consultations juridiques bilatérales.

Par ailleurs, la coupe de cheveux, les moustaches ou la barbe doivent demeurer courtes, soignées et entretenues, sans fantaisie, compatibles avec le port des coiffes de service. Ainsi, la coiffure réglementaire pour les fonctionnaires féminines qui ont les cheveux longs est, pour des raisons de sécurité, le chignon.

Afin de respecter les exigences de sécurité et la nécessaire étanchéité du matériel prescrite par le fabricant, le port de la barbe ou des favoris ne pourra pas être autorisé lors de l'utilisation des équipements spéciaux de la tenue NRBC (un kit de rasage est fourni avec cette tenue).

Enfin, le port de bijoux, tels que les anneaux, piercings, pierres précieuses et métaux incrustés, ou implants sous la peau, est interdit, en raison du danger qu'il représente pour le fonctionnaire en cas d'intervention nécessitant l'emploi de la force.

Vous veillerez qu'à la prise de service, l'encadrement veille non seulement à la bonne présentation des fonctionnaires placés sous leur autorité mais qu'il se montre également vigilant et réactif lorsque, le cas échéant, cette présentation contrevient aux principes déontologiques ou de sécurité.

Je vous remercie de bien vouloir assurer la plus large diffusion de la présente instruction. Vous me ferez part des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans sa mise en œuvre.

Éric MORVAN